

# Plan étudiants : la FIDL dénonce une sélection qui ne dit pas son nom !

31 Oct, 2017



La FIDL, le syndicat lycéen, exprime sa colère suite à l'annonce du Plan Étudiant par la Ministre de l'Enseignement Supérieure, Frédérique Vidal, et le Premier Ministre, Edouard Philippe.

Pour l'organisation lycéenne cette réforme introduit de la sélection à l'entrée des universités. En effet, les universités auront désormais accès au dossier des élèves en amont.

Pour la FIDL a fortiori, elle prendront les meilleurs dossiers. La FIDL dénonce une introduction de la discrimination pour entrer à la FAC. L'organisation craint notamment la sélection de dossiers sur la base du nom de famille ou encore en fonction du lieu de vie des lycéens concernés. Un élève du lycée Henri IV à Paris aura bien plus de chance d'être pris qu'un élève du lycée Auguste Blanqui à Saint Ouen.

La FIDL, le syndicat lycéen, dénonce une réforme contre les classes populaires et les jeunes des quartiers qui seront encore stigmatisés. Elle dénonce une réforme conçue pour les élites, en laissant de côté les autres.

Les lycéens s'opposent à ce que le conseil de classe en terminale donne un avis sur l'orientation des lycéens. L'organisation dénonce des classes qui sont surchargées, avec des professeurs débordés, qui n'ont pas le temps de connaître leurs élèves à cause des conditions d'éducation qui se dégradent dans le secondaire. Pour la FIDL, l'avenir d'un lycéen ne peut pas se jouer en quelques minutes lors d'un conseil de classe, avec des personnels qui n'ont pas les moyens de suivre et de connaître correctement tout au long de l'année leurs élèves. Cette décision ne peut pas être



**prise dans un contexte de « rush », de fin d'année, où tout doit être bouclé rapidement, ou les journées sont longues pour tout le monde et surtout où les conseils de classes s'enchaînent et se multiplient.**

**La FIDL rappelle que le lycée et l'université sont deux mondes totalement différents. Les notes du lycée ne peuvent donc pas servir de base pour la continuation dans l'enseignement supérieur. Seul le BAC doit rester le passeport pour accéder à la FAC. La FIDL demande au gouvernement de garantir la liberté de choix des études pour chaque jeune et de faire confiance aux lycéens qui sont des bacheliers, adultes.**

**La FIDL s'oppose donc au caractère obligatoire d'une année de remise à niveau mais demande qu'elle soit facultative. Par ailleurs, aucune garantie n'a été donnée quant à l'accès à la filière choisie à l'issue de cette remise à niveau.**

**La FIDL salue l'annonce de moyens supplémentaires dans l'enseignement supérieur ainsi que les mesures pour améliorer le système d'orientation au lycée. Cependant, le problème à la FAC, est un problème de place. En effet le système APB renvoie les élèves vers leur 3ème ou 4ème choix, parfois plus, quand une filière demandée est saturée. La mauvaise orientation qui provoque le décrochage scolaire débute à ce moment-là.**

**Pour la FIDL la réforme de l'enseignement supérieur est avant tout une réforme comptable sur le dos des lycéens et des étudiants. La FIDL dénonce une réforme qui a pour objectif d'introduire de la sélection à l'université pour la réserver à une élite... appelée « les premiers de cordées » par le président de la République.**

**Dès la rentrée, les lycéens se réuniront partout en France en Assemblées Générales afin de coordonner la mobilisation sur tous les territoires.**

**La FIDL appelle les lycéens à se mobiliser à partir du jeudi 16 novembre partout en France en descendant massivement dans la rue pour défendre leur droit d'accéder à l'université !**